

Berne «déterminé» à convaincre Washington

ÉCONOMIE Le Conseil fédéral s'est réuni en séance extraordinaire hier après l'annonce des Etats-Unis de taxer à hauteur de 39% les produits helvétiques. Le gouvernement entend présenter une offre plus attractive à Donald Trump afin «d'améliorer la situation»

FANNY SCUDERI, BERNE

La communication du Conseil fédéral était plus qu'attendue. Trois jours après le coup de massue provoqué par l'annonce de Donald Trump de taxer les importations suisses de 39%, il s'est retrouvé en urgence hier par visioconférence. Dans le communiqué qui a suivi cette réunion de crise, le Conseil fédéral affirme être «déterminé» à poursuivre les discussions avec l'administration de Donald Trump, «au-delà de la proposition de déclaration conjointe sur la table, et si besoin au-delà du 7 août 2025». Il assure vouloir présenter «une offre plus attractive» aux Etats-Unis, sans en préciser les contours.

L'heure est grave: près de 60% des exportations suisses aux Etats-Unis pourraient être frappées de droits de douane additionnels de 39% à l'importation à partir du 7 août, selon le communiqué. Des taux «particulièrement élevés» dénoncent les autorités, par rapport à d'autres partenaires commerciaux des Etats-Unis ayant une structure économique comparable. Le Conseil fédéral cite les 15% appliqués à l'Union européenne et au Japon, et les 10% au Royaume-Uni. Malgré cela, le gouvernement

n'envisage aucune contre-mesure pour l'heure. Il rappelle aussi que l'excédent commercial de la Suisse n'est «en aucun cas le résultat de pratiques commerciales «déloyales». La Suisse a supprimé depuis janvier 2024 tous les droits de douane sur les produits industriels. Résultat, «plus de 99% de toutes les marchandises en provenance des Etats-Unis peuvent ainsi être importées en Suisse en franchise de droits de douane», lit-on.

Réactions contrastées

Carlo Sommaruga (PS/GE), vice-président de la Commission de politique extérieure (CPE) du Conseil des Etats, pointe une lacune dans la communication du Conseil fédéral: «La question de la politique monétaire de la Suisse n'est jamais évoquée, alors que Donald Trump prend en compte le taux de change défavorable au dollar dans son calcul.» Il regrette que la stratégie du Conseil fédéral reste la même, soit «expliquer que l'or n'est pas inclus dans la balance commerciale et que le commerce suisse n'est pas déloyal. Rectifier le narratif de Donald Trump ne contribuera pas à obtenir en trois jours une baisse de 15% des droits de douane.» Il appelle le Conseil



Près de 60% des exportations suisses aux Etats-Unis pourraient être frappées de droits de douane additionnels de 39% à partir du 7 août. (BERNE, 14 AVRIL 2025/CHRISTIAN BEUTLER/KEYSTONE)

fédéral à plutôt porter son regard à l'interne plutôt qu'outre-Atlantique, car il risquerait «d'arracher un mauvais accord à court terme», selon lui. «Il faut s'atteler à fournir de l'aide aux entreprises exportatrices, trouver comment la financer, et peaufiner une nouvelle stratégie avec un mandat de négociation précis et avalisé par les commissions de politique extérieure du parlement», résume-t-il.

Pour Laurent Wehrli (PLR/VD), président de la CPE du Conseil national, il est «essentiel» que les

équipes de négociation helvétiques «essaient jusqu'à la dernière minute» d'obtenir une amélioration. «Elles doivent reprendre langue avec les négociateurs américains. Jusqu'au 7 août, il faut maintenir le même processus. Si rien n'est obtenu, il faudra se poser de nouvelles questions», comme l'instauration de contre-mesures. «Donald Trump parle de droits de douane réciproques, souligne-t-il. Pourquoi ne pas le prendre au mot?» Mais l'heure est encore aux négociations, veut-il croire. «Il faut utili-

«Rectifier le narratif de Donald Trump ne contribuera pas à obtenir en trois jours une baisse de 15% des droits de douane»

CARLO SOMMARUGA, CONSEILLER AUX ETATS (PS/GE)

ser ce temps pour réexpliquer les éléments à notre disposition, clarifier les calendriers et les montants», insiste-t-il.

Un émissaire envoyé aux Etats-Unis?

L'annonce américaine a sorti la Berne fédérale de sa torpeur estivale. La prochaine communication politique du Conseil fédéral était attendue seulement pour le 13 août. Sa réunion extraordinaire a suscité de nombreux commentaires avant même qu'elle ne débute. Des appels ont

Menacée par l'épée de Damoclès américaine, la Suisse cherche la parade

SOLUTIONS Alors que des droits de douane de 39% pendent au nez des entreprises exportatrices suisses, le Conseil fédéral se dit déterminé à poursuivre ses efforts pour trouver un terrain d'entente avec le président des Etats-Unis. Passage en revue des leviers qu'il peut actionner

ALINE BASSIN

Comment la Suisse peut-elle éviter de se voir infliger les droits de douane américains les plus lourds des économies dites avancées? Alors que l'horloge tourne, le communiqué de presse publié hier par le Conseil fédéral n'a rien révélé des plans d'un exécutif qui se dit déterminé à négocier jusqu'à la date butoir du 7 août, voire plus si nécessaire. Rappelant ses arguments, il s'est contenté d'indiquer vouloir «présenter une offre plus attractive aux Etats-Unis».

Que peut contenir cette nouvelle proposition? Que faire si le gouvernement ne parvient pas à réduire le taux de 39% envisagé par Washington? Pourquoi ne pas hausser le ton? Tour d'horizon

analytique des principales mesures évoquées depuis le «coup de massue» que Donald Trump a asséné à la Suisse en balayant l'accord de principe qui avait été discuté entre Berne et Washington.

1 Séduire le président américain

Très sensible à son ego et à l'électorat américain, Donald Trump aime avant tout brandir des annonces fracassantes validant sa méthode. Le Japon et l'Union européenne l'ont bien compris, eux qui sont arrivés avec des propositions qui leur ont valu bien des critiques mais qui ont eu un certain effet. Menacée de taxes de 30%, Bruxelles a ainsi réussi à faire diviser ce taux par deux en s'engageant à investir 600 milliards de dollars et à importer des hydrocarbures pour un montant de 750 milliards de dollars.

Les termes de cet accord sont encore troubles et rien n'assure que l'UE pourra tenir ses promesses mais cette approche reçoit les faveurs de nombreux experts suisses. Elle est certainement étudiée de près par l'administration fédérale. Pour rap-

pel, la Suisse a déjà annoncé ce printemps 100 à 150 milliards de francs d'investissements durant les quatre années à venir. Cette somme semblait toutefois comprendre des projets qui étaient déjà dans les tiroirs des Roche, Novartis et autres multinationales suisses.

Avant tout tributaire des énergies hydraulique et nucléaire, la Suisse consomme aussi du gaz, principalement en hiver. Elle pourrait imiter l'UE et acheter du gaz naturel liquéfié (GNL) américain. Mais, relève Bloomberg dans une dépêche publiée hier, celui-ci «devrait passer par les pays voisins, ce qui pourrait augmenter les coûts de transit».

Des voix s'élèvent par ailleurs pour proposer de «laisser tomber» le raffinage d'or sur sol helvétique, une activité qui génère peu de valeur ajoutée et a fait s'envoler cette année les exportations suisses à destination des Etats-Unis. Elle contribuait en revanche de manière beaucoup plus modeste au déficit commercial de 40 milliards de francs sur lequel Donald Trump s'appuie pour accuser la Suisse de profiter des Américains.

Le président américain n'a jamais semblé faire de ce chapitre une priorité, contrairement aux prix des médicaments qu'il veut voir baisser. La pharma suisse paraît pour l'heure exemptée des droits de douane envisagés mais Novartis fait partie des entreprises du secteur qui ont reçu une lettre leur demandant des propositions d'ici à fin septembre. La marge de manœuvre du Conseil fédéral dans ce domaine est toutefois limitée, voire nulle, puisqu'il ne peut interférer dans les affaires d'entreprises privées.

2 Agiter le bâton

A l'instar de la France qui a regretté la «capitulation» de l'Union européenne face à l'ogre américain, certains appellent à durcir le ton, par exemple la présidente des Vert-e-s. Dans *Blick*, Lisa Mazzone estime que «les entreprises technologiques américaines devraient être taxées» et que «la Suisse devrait annuler l'acquisition des avions de combat F-35».

Ces voix, comme celles qui préconisent l'introduction de droits de douane réciproques sur les

importations américaines, sont minoritaires tant le rapport de force est défavorable à la Suisse. Une réalité que le locataire de la Maison-Blanche a évidemment bien comprise.

La communauté internationale a toutefois défini des règles dont l'Organisation mondiale du commerce (OMC), basée à Genève, est garante et qui doivent notamment protéger les petites et moyennes économies. Dans un monde normal, la Suisse déposerait donc plainte auprès de cette instance, dénonçant des pratiques discriminatoires. Une procédure qui a peu de chances d'aboutir puisque la cour d'appel chargée d'arbitrer ces conflits est paralysée depuis des années, les Etats-Unis refusant de nommer de nouveaux juges.

3 Atténuer le choc

Si aucun terrain d'entente n'est trouvé, la Confédération devra inévitablement prendre des mesures pour amortir un choc qui pourrait coûter 0,3 à 0,6% de PIB à la Suisse, selon des estimations à prendre avec prudence. S'il est difficile d'imaginer que le Conseil fédéral aille

jusqu'à renoncer au paquet d'économies actuel, comme le demande Lisa Mazzone, il est en revanche quasi certain que le parlement acceptera de prolonger à 24 mois le régime des RHT (réduction d'horaire de travail). Déjà sur les pupitres des élus, la mesure a reçu l'approbation des commissions compétentes dans les deux Chambres fédérales.

Elle ne suffira en revanche probablement pas. Selon l'évolution conjoncturelle, la Banque nationale suisse pourrait devoir assouplir encore sa politique monétaire, faisant du même coup entrer de nouveau son taux d'intérêt directeur en territoire négatif. De son côté, le Conseil fédéral pourrait ressortir un outil auquel il avait eu recours en 2015 après la fin du taux plancher entre le franc et l'euro. Moyennant certaines conditions et avec une enveloppe limitée, la Confédération avait pris à sa charge les coûts de R&D des PME participant à des projets soutenus par Innosuisse, l'agence fédérale pour l'innovation. L'objectif de la mesure est de stimuler l'innovation, mise à mal par l'érosion des marges de ces entreprises. ■



Nick Hayek appelle Karin Keller-Sutter à se rendre à Washington en personne et sans escale

HORLOGERIE La direction de Swatch Group ne se voit pas composer indéfiniment avec des taxes américaines à 39%. En attendant, l'instabilité profite plutôt à la montre suisse: dans la crainte d'une hausse des prix, les consommateurs passeraient plus vite à la caisse

STÉPHANE GACHET

Trump tient l'horloge du Conseil fédéral. Nick Hayek, patron de Swatch Group, aimerait avancer le réveil. *Le Temps* a tenté de le joindre le 1er août. Hier matin, c'est l'entrepreneur qui a contacté spontanément la rédaction par téléphone. Il revient sur la taxe massue du président américain sans catastrophisme: «Je suis convaincu que Donald Trump veut faire un deal et le montrer à ses électeurs aux Etats-Unis. Je suis confiant sur le fait que les 39% ne restent pas en place, mais pour la Suisse, cela illustre une crise de leadership. Il faut que notre présidente Karin Keller-Sutter réagisse et trouve une solution en personne et sur place. Le gouvernement suisse a maintenant un avion permettant de voler jusqu'à Washington sans escale. Donald Trump a donné un signal clair en don-

nant la date du 7 août: «Chers amis suisses, faites quelque chose!»

«Nous devrions être au niveau de l'Europe»

Car le dirigeant n'envisage pas de vivre indéfiniment avec une taxe de 39% sur le marché américain: «Rien ne justifie une taxe aussi arbitraire. Nous devrions être au même niveau que l'Europe, à 15%. Comme nous avons déjà intégré 10%, ce serait acceptable et nous pourrions vivre avec ça.» Tout en rappelant que son principal obsta-

tivement notre chiffre d'affaires de plusieurs pour cent.»

Nick Hayek remet aussi les priorités dans l'ordre, en soulignant que les fabricants de montres ne sont pas les plus exposés de l'industrie de la précision: «On ne sait même pas si l'horlogerie est concernée [par les nouvelles taxes, ndlr]. J'ai beaucoup plus de craintes pour les fabricants de machines. Pour les montres, tous ces changements créent une dynamique en renforçant la désirabilité des produits auprès du consommateur. Nous

craint que les prix augmentent de mois en mois, il se décide plus vite à acheter. C'est ce que nous observons à chaque augmentation de prix. Nous avons déjà réalisé un mois record aux Etats-Unis en avril parce que les prix allaient changer au 1er mai. Mais en mai, les consommateurs américains ont continué à acheter de plus belle et le mois a été excellent. En juin, la consommation est restée forte. Nous enregistrons la croissance la plus forte sur des marques comme Hamilton, Tissot et Longines, dont les ventes vont être record en juillet... en monnaie locale! »

Un chiffre d'affaires qui se contracte

Une performance portée par le transfert massif de stock vers les Etats-Unis – comme l'ont fait tous les fabricants, mais que les résultats semestriels, publiés mi-juillet, n'ont toutefois pas reflété. Le groupe biennois a vu son chiffre d'affaires se contracter sur six mois et sa marge opérationnelle fondre. Une note négative surtout due à la perte d'appétit continue du marché chinois, auquel le groupe – et l'horlogerie en général – est particulièrement exposé. ■

MAIS ENCORE

Le Seco sonde des représentants de l'économie

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a organisé hier une conférence téléphonique avec des représentants de l'économie. Au menu: les droits de douane annoncés par Donald Trump. Le contenu des discussions est confidentiel. La conférence était dirigée par la secrétaire d'Etat Helene Budliger Artieda, a déclaré le Seco. Celui-ci s'efforce, en plus de ses briefings réguliers, d'informer les branches concernées de l'état actuel de la situation. (ATS)

été lancés, exhortant les ministres à sortir de leur congé pour se réunir en chair et en os et envoyer l'un des leurs à Washington. A ce sujet, le communiqué ne précise pas si l'un des conseillers fédéraux compte se rendre aux Etats-Unis dans l'espoir de changer le cours des négociations. Interrogé à ce sujet, le Département de l'économie, sous la houlette de l'UDC Guy Parmelin, répond «qu'il informera dès que de nouveaux développements significatifs seront intervenus». ■

«Je suis convaincu que Donald Trump veut faire un deal et le montrer à ses électeurs aux Etats-Unis»

NICK HAYEK, PATRON DE SWATCH GROUP

cle demeure les effets de change, comme il l'a souvent évoqué: «Honnêtement, notre plus grand problème, ce ne sont pas les taxes, avec lesquelles nous devons composer en permanence, mais la force du franc qui a un impact mondial. Tous les mois, la survalorisation du franc influence néga-

l'avons vu lorsque la Chine a introduit sa taxe sur le luxe. Nous le voyons maintenant aux Etats-Unis.»

Dans les faits, non seulement il ne craint pas un arrêt de la demande outre-Atlantique, mais il mesure la tendance inverse: «Cela va même accélérer les affaires: si le consommateur

«Il faut savoir s'agenouiller devant Trump»

NÉGOCIATIONS Thomas Borer, l'ancien diplomate reconverti en consultant, se montre sévère à l'égard du Conseil fédéral. Face au président des Etats-Unis, il enjoint au gouvernement de s'adonner à une politique un peu plus retorse, à l'image des Européens

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC KOLLER

Thomas Borer s'est rendu célèbre en tant que diplomate lors de la gestion de la crise des fonds en déshérence à la fin des années 1990 en pilotant une task force pour négocier avec Washington. C'est aussi un très bon connaisseur des arcanes de la politique américaine. Il livre son analyse sur l'annonce de Donald Trump d'imposer une taxe de 39% aux marchandises suisses.

Quelle devrait être la stratégie du Conseil fédéral? Il est difficile de comprendre pourquoi le Conseil fédéral ne s'est pas réuni dès samedi pour prendre une décision. Nous sommes dans une urgence, le monde ne va pas s'accorder à l'ordre du jour du Conseil fédéral.



«Il ne faut pas politiser comme on a tendance à le faire. Nous sommes trop honnêtes. Il faut savoir se montrer un peu machiavélique»

Que peut-on décider dans l'urgence? Il faut faire des concessions, comme l'a fait l'Union européenne (UE). En annonçant de grands investissements dans l'énergie et des achats d'armement. L'UE a annoncé des achats qui se chiffrent en milliards de dollars. Ensuite, il faut donner aux biens de consommation américains l'accès au marché suisse, en particulier pour le bœuf. C'est important pour Donald Trump, cela compte pour son électorat, il pourra le vendre à ses fermiers. La Suisse, comme l'UE, a mis beaucoup d'obstacles aux produits agricoles américains. Enfin, il faut promettre à Trump de faire pression sur les entreprises pharmaceutiques pour réduire le prix de leurs médicaments aux Etats-Unis. De toute façon, Trump va faire cette pression, c'est l'une de ses promesses électorales: faire baisser les prix. Pourquoi ne pas le vendre comme une concession, plutôt qu'attendre que cela se fasse de toute façon dans quatre semaines?

Et le Conseil fédéral, il fait quoi? Il faut se déplacer à Washington, et non se contenter de visioconférences.

Cela s'est fait, non? Pas avec Trump.

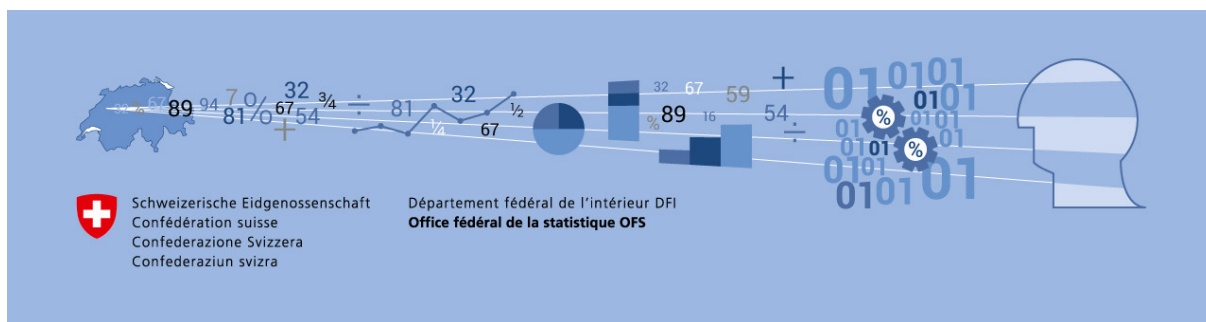
En gros, vous prônez de tout céder à Donald Trump. Ou alors on accepte une taxe de 39%. Veut-on que l'industrie horlogère perde son plus grand marché? Et les concessions, comme pour l'UE, ce sont de grandes promesses. On a de toute façon besoin de meilleures armes, de pétrole. Quant au bœuf, il faut laisser le choix aux consommateurs. Ce sont de grandes concessions sur le papier. Il faut être prêt à s'agenouiller devant Trump.

Même si, au final, on ne tient pas ses promesses? Oui. Il ne faut pas politiser comme on a tendance à le faire. Nous sommes trop honnêtes. Il faut

savoir se montrer un peu machiavélique.

Dans l'immédiat, c'est quoi le premier pas? Helene Budliger Artieda et Guy Parmelin devraient sauter dans le premier avion. Donald Trump pourra s'en enorgueillir. Cela lui plaît. Il sait aussi se montrer généreux. ■

INTERVIEW



Communiqué de presse

Embargo: 4.8.2025, 8h30

05 Prix

Indice suisse des prix à la consommation en juillet 2025

Les prix à la consommation sont restés stables en juillet

En juillet 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) est resté stable par rapport au mois précédent, à 107,8 points (décembre 2020 = 100). Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, le renchérissement s'est chiffré à +0,2%. Ces chiffres ont été établis par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La stabilité de l'indice par rapport au mois précédent résulte de tendances opposées, qui se sont dans l'ensemble compensées. Les prix ont diminué pour les voyages à forfait internationaux et nationaux, ainsi que pour les transports aériens. Ont également diminué les prix de l'habillement et des chaussures, qui ont reculé en raison des soldes saisonniers. En revanche, les prix de l'hôtellerie et de la parahôtellerie ont augmenté, tout comme ceux de la location de véhicules personnels.

Résultats principaux juillet 2025	Niveau de l'indice	Variation en % par rapport	
	Base déc. 2020 = 100	au mois précédent	à juillet 2024
IPC: Total	107,8	0,0	+0,2
- Inflation sous-jacente *	106,0	-0,1	+0,8
- Produits indigènes	107,8	+0,2	+0,7
- Produits importés	107,4	-0,9	-1,4

* Inflation sous-jacente 1: total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)

En juillet 2025, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de la Suisse se situait à 108,02 points (base 2015 = 100), ce qui représente une variation de +0,3% par rapport au mois précédent et une variation de +0,1% par rapport au même mois de l'année précédente.

L'IPCH est un indicateur de renchérissement supplémentaire établi selon une méthodologie commune aux pays membres de l'Union européenne (UE). Il permet de comparer le renchérissement en Suisse avec celui des pays européens.

Les résultats sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'UE, selon un calendrier préétabli. L'OFS publie un comparatif entre le renchérissement en Suisse et en Europe sur le site www.ipch.bfs.admin.ch. Une note méthodologique ainsi que la pondération 2025 du panier-type de l'IPCH suisse y sont également disponibles.

Les IPCH des autres pays européens du mois de juillet 2025 seront publiés par Eurostat le 20 août 2025. Retrouvez tous les résultats des IPCH sur le site Internet d'Eurostat à l'adresse suivante: <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/hicp>

Renseignements

Info IPC, OFS, Section Prix, tél.: +41 58 463 69 00, e-mail: LK@bfs.admin.ch

Service des médias OFS, tél.: +41 58 463 60 13, e-mail: media@bfs.admin.ch

Offre en ligne

Autres informations et publications: www.ipc.bfs.admin.ch

La statistique compte pour vous: www.la-statistique-compte.ch

Abonnement aux NewsMails de l'OFS: www.news-stat.admin.ch

Le site de l'OFS: www.statistique.ch

Accès aux résultats

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Les résultats de l'IPC ont été envoyés quatre jours ouvrés avant leur publication à la Banque nationale suisse (BNS), comme l'exigent la législation en vigueur et les tâches de politique monétaire de cette dernière. Les agences de presse ont reçu ce communiqué avec un embargo de 15 minutes.

En raison de l'établissement des prévisions conjoncturelles et de l'estimation trimestrielle du PIB, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) reçoit également les résultats quatre jours ouvrés avant leur publication.

Indice des prix à la consommation, décembre 2020 = 100

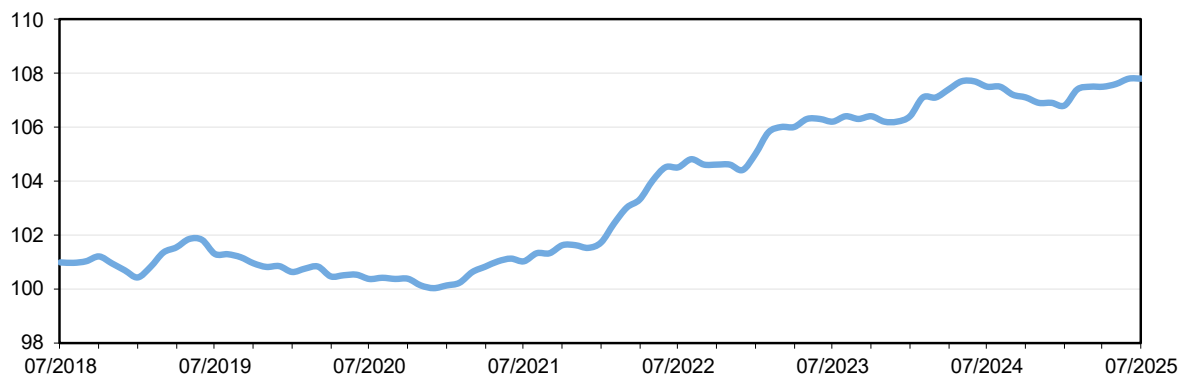
Indices et variations en juillet 2025

Position	Poids en %	Indice	Variation en % par rapport		Contribution à la variation par rapport au mois précédent
			au mois précédent	à juillet 2024	
Total	100,000	107,8	0,0	0,2	-0,039
Groupes principaux					
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,366	107,6	0,3	-0,6	0,030
Boissons alcoolisées et tabacs	2,548	106,3	0,1	1,3	0,002
Habillement et chaussures	2,601	96,0	-7,1	0,2	-0,183
Logement et énergie	27,000	114,2	0,0	1,0	0,004
Équipement ménager et entretien courant	3,113	105,2	-0,4	-1,3	-0,013
Santé	15,637	98,4	0,0	-0,1	0,007
Transports	11,252	111,0	0,5	-2,4	0,056
Communications	2,592	98,3	0,0	1,0	0,001
Loisirs et culture	8,875	110,3	-0,8	0,7	-0,070
Enseignement	0,789	103,6	0,0	0,8	0,000
Restaurants et hôtels	9,470	112,0	1,3	1,6	0,126
Autres biens et services	5,757	104,6	0,0	0,3	0,001
Type de produits					
Biens	38,076	107,3	-0,4	-1,6	-0,150
Biens non durables	24,969	110,6	0,4	-1,9	0,091
Biens semi-durables	4,957	99,6	-4,3	-0,4	-0,210
Biens durables	8,150	102,2	-0,4	-2,0	-0,031
Services	61,924	107,7	0,2	1,4	0,111
Services privés	51,201	108,9	0,2	1,6	0,111
Services publics	10,723	102,5	0,0	0,4	0,000
Provenance des produits					
Produits indigènes	77,083	107,8	0,2	0,7	0,159
Produits importés	22,917	107,4	-0,9	-1,4	-0,198
Classifications supplémentaires					
Santé	15,637	98,4	0,0	-0,1	0,007
Indice sans santé	84,363	109,7	-0,1	0,3	-0,046
Loyer du logement	19,889	110,1	0,0	2,6	0,000
Indice sans loyer du logement	80,111	107,3	0,0	-0,3	-0,039
Produits pétroliers	2,352	127,4	0,9	-8,9	0,020
Indice sans produits pétroliers	97,648	107,3	-0,1	0,5	-0,059
Tabacs	1,625	106,5	-0,1	2,1	-0,001
Indice sans tabacs	98,375	107,8	0,0	0,2	-0,038
Boissons alcoolisées	1,941	107,0	0,2	1,0	0,004
Indice sans boissons alcoolisées	98,059	107,8	0,0	0,2	-0,043
Habillement et chaussures	2,601	96,0	-7,1	0,2	-0,183
Indice sans habillement et chaussures	97,399	108,1	0,1	0,2	0,144
Prix administrés	25,618	104,5	0,0	-0,6	0,002
Indice sans prix administrés	74,382	109,0	-0,1	0,5	-0,041
Inflation sous-jacente 1 ¹	89,698	106,0	-0,1	0,8	-0,088
<i>Produits frais et saisonniers</i>	4,818	110,5	0,6	-0,8	0,031
<i>Énergie et carburants</i>	5,484	136,2	0,3	-8,1	0,018
Inflation sous-jacente 2 ²	67,037	108,0	-0,1	1,0	-0,093
¹ inflation sous-jacente 1 = Total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants					
² inflation sous-jacente 2 = inflation sous-jacente 1 sans produits dont les prix sont administrés					

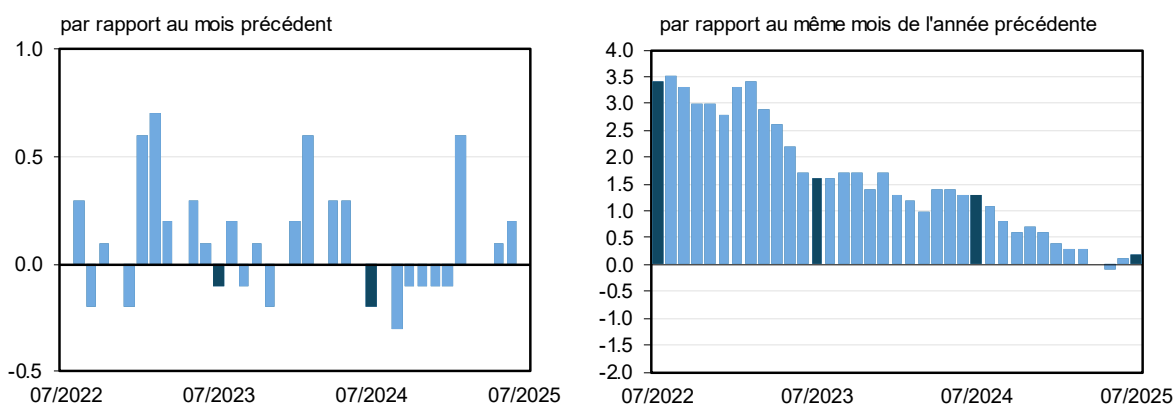
Contributions importantes à la variation de l'indice global en juillet 2025

Positions	Contribution à la variation de l'indice global par rapport à l'enquête précédente	Poids en %	Indice	Variation par rapport au mois précédent en %	Variation par rapport au même mois de l'année précédente en %
Voyages à forfait internationaux	-0,047	1,942	151,7	-2,0	-1,6
Transports aériens	-0,046	0,743	158,3	-5,6	-6,0
Pantalons pour femmes	-0,025	0,195	88,1	-12,2	-1,9
Jupes et robes pour femmes	-0,022	0,126	92,1	-15,5	-0,3
Voyages à forfait nationaux	-0,020	0,170	98,6	-10,3	-4,2
Tricots pour femmes	-0,017	0,236	96,0	-7,2	-0,9
Articles de voyage et accessoires	-0,013	0,255	96,0	-5,2	-4,9
Pantalons pour hommes	-0,012	0,123	96,0	-9,8	-0,8
Sous-vêtements pour femmes	-0,011	0,134	96,5	-8,1	-1,2
Blouses et chemisiers pour femmes	-0,010	0,072	93,3	-13,7	-5,1
Chaussures pour femmes	-0,010	0,249	103,4	-4,2	2,6
Vestes pour hommes	-0,009	0,113	98,2	-7,3	5,8
Manteaux et vestes pour femmes	-0,009	0,183	94,4	-5,2	6,0
Viande de boeuf	-0,008	0,398	103,1	-2,0	-3,2
Voitures d'occasion	-0,008	1,440	109,5	-0,6	-6,0
Tricots pour hommes	-0,007	0,138	94,4	-5,2	2,0
Chaussures pour hommes	-0,007	0,209	98,9	-3,6	-1,5
Pantalons et jupes pour enfants	-0,006	0,045	86,1	-12,6	0,6
Accessoires pour l'habillement	-0,006	0,126	93,7	-5,3	-1,3
Vin rouge étranger (Commerce de détail)	-0,005	0,310	101,7	-1,6	1,7
Costumes pour hommes	-0,005	0,043	92,7	-11,9	-2,2
Chaussures pour enfants	-0,005	0,092	95,4	-5,5	2,3
Articles d'équipement	-0,005	0,130	104,7	-3,5	-1,2
Jouets	-0,005	0,233	95,0	-2,2	-4,0
Bijoux	-0,005	0,158	99,5	-3,3	3,7
[...]					
Fruits exotiques	0,005	0,108	106,8	4,7	-2,7
Matériel sanitaire	0,005	0,235	81,6	2,1	-3,3
Produits de soins pour le corps	0,005	0,224	107,9	2,2	1,8
Baies	0,006	0,169	87,3	4,8	-6,0
Mazout	0,007	0,502	136,8	1,4	-12,7
Produits de lessive et de nettoyage	0,007	0,271	112,3	2,7	0,6
Voitures neuves	0,007	2,619	104,1	0,3	-0,6
Chocolat	0,009	0,356	123,9	2,3	13,7
Essence	0,010	1,265	121,3	0,8	-8,2
Hôtellerie	0,026	1,572	126,5	1,5	2,0
Location de véhicules personnels	0,095	0,196	148,2	43,8	-4,8
Parahôtellerie	0,097	0,633	117,2	18,1	3,1

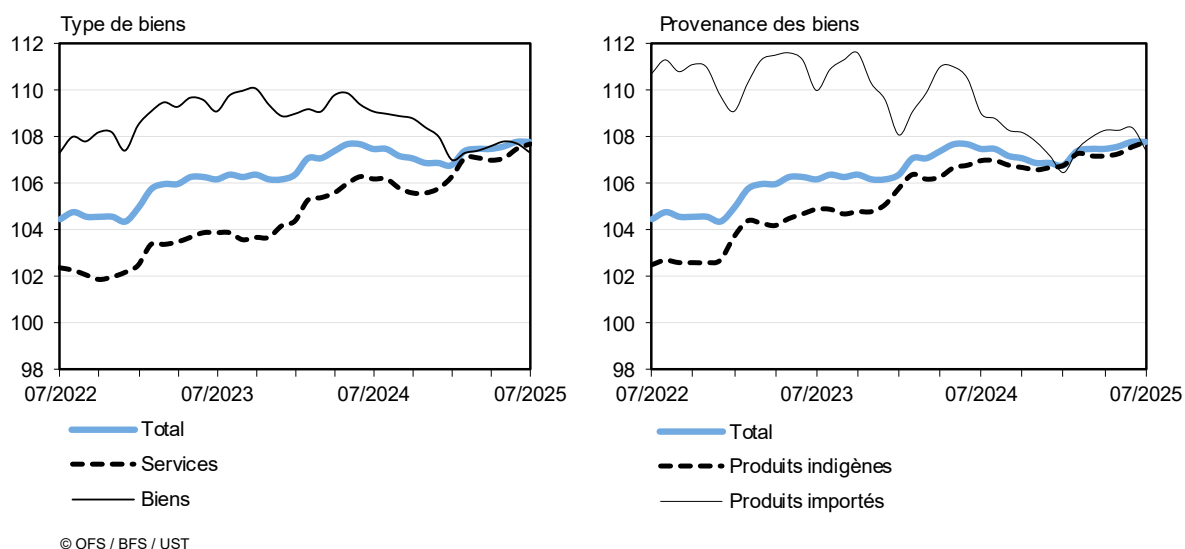
G1 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): évolution de l'indice



G2 Indice des prix à la consommation: variation en %



G3 Indice des prix à la consommation (décembre 2020 = 100): type et provenance des biens



Kann die Schweiz ihr Gold loswerden?

Hohe Zölle wegen Edelmetall Die Schweiz liefert viel Gold in die USA und hatte darum im ersten Halbjahr einen grossen Handelsüberschuss. Im Handelsstreit wird das zum Problem.

Armin Müller

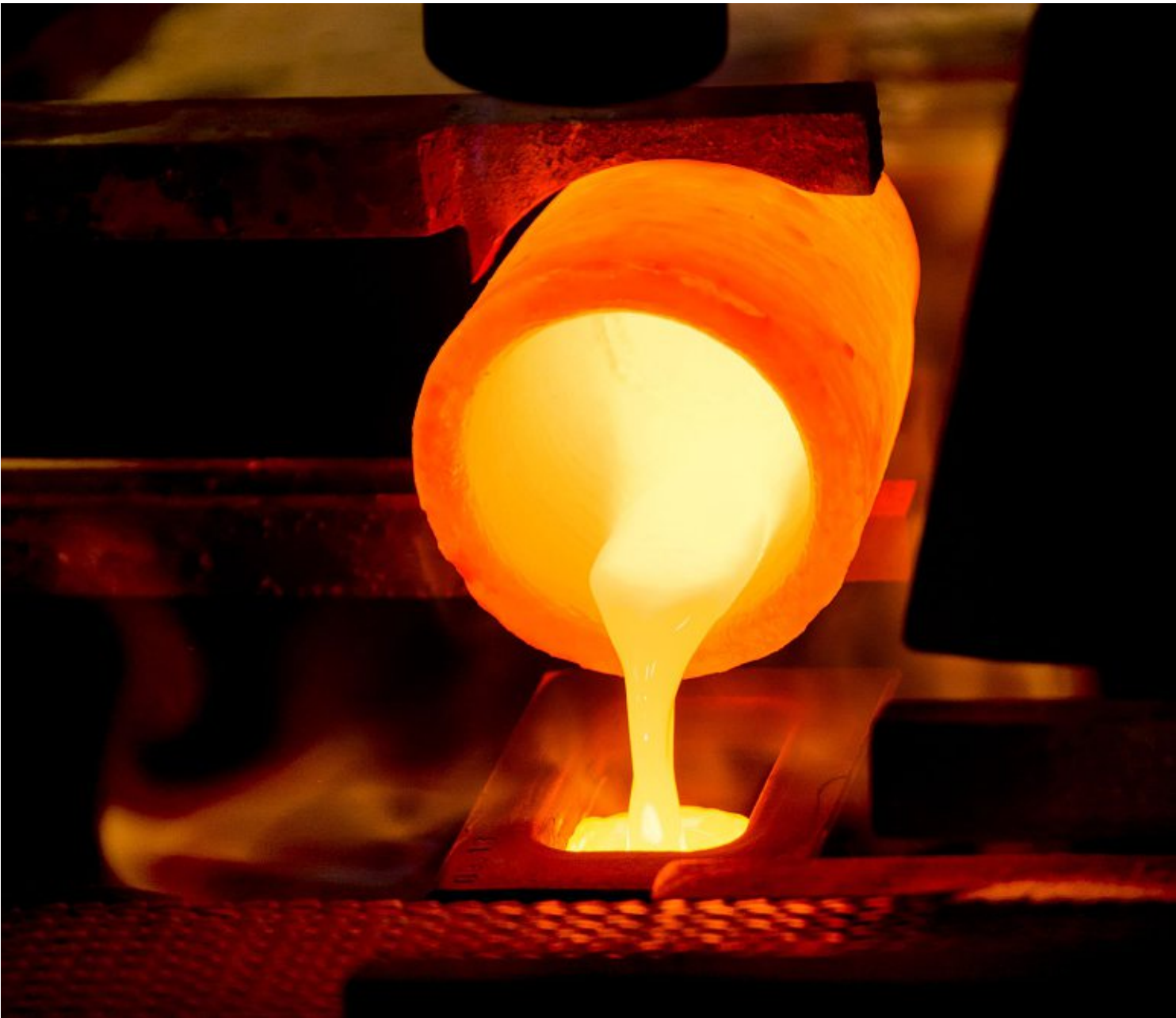
Die Schweiz sucht dringend nach Ideen, wie Trumps Zollhammer abgeschwächt werden kann. Ab dem 7. August sollen Waren, die von hier in die USA exportiert werden, mit einem Zoll von 39 Prozent belastet werden. Weil die Schweiz im ersten Halbjahr 476 Tonnen Gold im Wert von 39 Milliarden Franken in die USA lieferte, gerät jetzt die Goldbranche ins Visier der Politik. Der Schweizer Handelsbilanzüberschuss gegenüber den USA betrug ohne Gold im ersten Halbjahr 24 Milliarden Franken. Mit Gold war es doppelt so viel. Das ist der Zolldatenbank des Bundes zu entnehmen.

FDP-Nationalrat Hans-Peter Portmann forderte in der «SonntagsZeitung» Massnahmen gegen die Goldexporte: «Es darf nicht sein, dass wegen einer Branche die ganze Schweizer Wirtschaft leidet.» Höhere Steuern für Goldraffinerien, Exportzölle oder gar Exportverbote seien zu prüfen. Vorgeschlagen wurde auch, Gold über London in die USA zu liefern oder «Gold aus der Handelsbilanz herauszunehmen».

Goldboom führte zu grossen Preisdifferenzen

Doch warum ist die Nachfrage nach Gold in den USA überhaupt so stark gestiegen? Verantwortlich für diese Entwicklung sind die geopolitischen Unsicherheiten und die Zolldrohungen von Donald Trump. Befürchtungen, Trump könnte auch Zölle auf Goldimporte erheben, haben den Goldkurs zuletzt weiter hochgetrieben. Den Goldpreis stützt auch die Sorge um Inflation und die Verschuldung der USA. Trumps Steuergesetz «Big Beautiful Bill» wird das Defizit und die Schulden des Landes weiter ansteigen lassen. In solch unruhigen Zeiten bietet sich Gold als sichere Alternative an.

Institutionelle Investoren und Privatpersonen in den USA verlangten deshalb nach physischem Gold aus dem Handelszentrum London. In Europa werden standardmässig Barren zu 400 Unzen – 12,4 Kilo – gehandelt. In den USA sind jedoch Barren von 100 Unzen oder solche von einem Kilo der Standard, der von allen Händlern und Finanzdienstleistern akzeptiert wird. Deshalb



In der Goldschmelze von Valcambi in Balerna TI fliesst Gold aus einem glühenden Tiegel in eine Barrenform. Foto: PD

musste ein grosser Teil des Goldes umgeschmolzen werden.

Und hier kommt die Schweiz ins Spiel. Die Edelmetallschmelze stellt wegen des teuren Materials ganz besondere Anforderungen. Die stabile politische Lage, die hohe Sicherheit und der starke Finanzplatz verschaffen den Schweizer Schmelzen einen strategischen Vorteil. Metalor in Neuenburg und Argor-Heraeus, MKS Pamp und Valcambi im Tessin gehören deshalb zu den grössten Goldraffinerien der Welt. Sie vereinigen schätzungsweise die Hälfte der weltweiten offiziellen Raffineriekapazitäten auf sich.

Die Kosten für Transport, Versicherung und Umschmelzen sind hoch. Für den Goldtransport

Langfristig könnten Massnahmen seitens der Schweiz gar kontraproduktiv wirken.

sind Schiffe zu langsam und unsicher, auch für Frachtflugzeuge sind die Barren zu wertvoll. Versicherungen decken nur eine bestimmte Menge Gold auf einem Flug ab. Die Goldbarren werden deshalb im Frachtraum von Linienflugzeugen mitgeführt.

Doch der von Trump ausgelöste Goldboom hat seit seiner Wahl zu grossen Preisdifferenzen zwischen den Handelsplät-

zen New York sowie London und Zürich geführt, sodass es sich für Händler trotzdem gelohnt hat, Barren in die USA zu schicken.

Solche Preisunterschiede halten allerdings nie lange an. Nach Ausbruch der Covidpandemie im Frühling 2020 dauerte die Goldexporthausse sechs Monate an, nach dem russischen Überfall auf die Ukraine zwei Monate. Tatsächlich ist der neuste Boom bereits vorbei, wie die Zolldaten zeigen. Der Preisunterschied zwischen New York und London ist nicht mehr gross genug, um die Kosten des Umschmelzens und des Transports in die USA zu rechtfertigen.

In den Monaten Dezember bis März wurden im Schnitt mehr als

130 Tonnen Gold in die USA geflogen, so viel wie noch nie. Im April war es dann nur noch ein Zehntel davon, und im Mai und Juni versiegte der Goldfluss in die USA praktisch gänzlich.

Die von Portmann vorgeschlagenen Massnahmen kommen deshalb zu spät – und sind sogar rechtswidrig. Der Goldhandel ist auf den freien Handelsverkehr angewiesen, von der Schweizer Nachfrage allein könnte keine Schmelze leben. Höhere Steuern nur für Goldschmelzen widersprechen der Handels- und Gewerbefreiheit sowie der Rechtsgleichheit und dem Willkürverbot in der Verfassung.

Auch die weiteren Vorschläge halten einer Überprüfung nicht

stand. Die Idee, Gold über London und damit als britischen Export in die USA zu liefern, übersieht die strengen Ursprungsregeln. Die Schweizer Goldschmelzen kennzeichnen jeden ihrer Barren mit einem Stempel und Identifikationsdokumenten. Egal wohin ein solcher Barren geliefert wird: Er bleibt «made in Switzerland».

Goldreserven der Zentralbanken nicht erfasst

«Die Umgehung der Importbeschränkungen für Anlagegold etwa über Grossbritannien ist nicht realisierbar», sagt Simone Knobloch, Mitglied der Geschäftsleitung der Valcambi SA mit Sitz in Balerna TI. «So könnte eine Abgabe auf in der Schweiz hergestellte Goldbarren nicht nur Auswirkungen auf die Schweizer Raffinerien haben, sondern auf den gesamten weltweiten Handel mit Anlagegold.»

Könnte man die Goldexporte und -importe einfach aus der Handelsbilanz herausnehmen? Der Goldhandel wird in den Handelsbilanzen unterschiedlich gehandhabt. Die Goldreserven der Zentralbanken werden nicht erfasst, Gold für industrielle und für Anlagezwecke dagegen schon. Das ist der Standard, wie ihn der Internationale Währungsfonds vorgibt.

Die Logik dahinter ist, dass nicht monetäres Gold ein physisches, bewegliches Gut ist, das die Zollgrenzen überschreitet – genau wie ein Auto. Es wird nicht als finanzielle Forderung oder Verbindlichkeit angesehen wie zum Beispiel eine Aktie oder eine Anleihe. Deshalb gehört Gold per Definition in die Warenverkehrsbilanz, also in die Handelsbilanz.

Theoretisch könnte die Schweiz hier einen Sonderweg einschlagen und Anlagegold aus der Handelsbilanz herausnehmen. Aber im Konflikt mit den USA würde dies nichts bringen, denn diese erfassen Anlagegold in ihrer Handelsbilanz ja nach wie vor.

Was aber die meisten Kritiker des Goldhandels übersehen: Langfristig könnten Schweizer Massnahmen kontraproduktiv wirken. Seit 1988 hatten die USA im Goldhandel mit der Schweiz nämlich einen deutlichen Handelsbilanzüberschuss: In elf der letzten dreizehn Jahre exportierten die USA jeweils mehr Gold in die Schweiz als umgekehrt.

Derrière l'IA, des tacherons suisses

TECHNOLOGIE Promettant des rémunérations attractives, des plateformes recrutent discrètement en Suisse des étudiants pour entraîner de grands modèles de langage. Derrière cette apparente opportunité, des tâches redondantes et pas de prestations sociales

TOAN IZAGUIRRE

«Bonjour, je suis tombé sur votre profil LinkedIn et j'ai été impressionné par vos compétences, qui semblent correspondre parfaitement au travail que nous effectuons chez Outlier.» Voici le type de messages que reçoivent de nombreux étudiants suisses. Cahier des charges: relecture de prompts et autres tâches d'annotation de données pour des intelligences artificielles. Sur le papier, ces missions proposées ont de quoi séduire: jusqu'à 45 dollars de l'heure, activité à domicile et paiements hebdomadaires via un compte PayPal.

Derrière les grands modèles de langage (LLM) se cache un vaste écosystème de travailleurs de l'ombre. Ces petites mains sont indispensables pour entraîner les systèmes d'intelligence artificielle, en raffinant, triant et labellisant des jeux de données toujours plus massifs. Si la grande majorité de ces tâches est effectuée dans des pays du Sud global, pour des rémunérations dérisoires, la Suisse n'échappe pas au phénomène: ici aussi, certains contribuent à l'amélioration de ces logiciels.

Le Temps a recueilli plusieurs témoignages d'étudiants ayant tenté l'aventure. «Je faisais mes missions en écoutant de la musique, parfois devant un match de foot. C'était facile, bien payé, du moins au début...» Alexandre se souvient de ses semaines passées à réaliser des micro-tâches permettant d'entraîner des systèmes d'IA depuis sa chambre à Lausanne. Il est étudiant et comme d'autres jeunes Suisses, il a été recruté par Outlier, une filiale de Scale AI, une entreprise spécialisée dans l'amélioration des données pour entraîner les LLM. En juin, Meta s'est emparée de 49% du capital de cette entreprise pour 14,3 milliards de dollars (12,5 milliards de francs).

En soi, ce type d'activité n'est pas nouveau: voilà maintenant vingt ans qu'Amazon a lancé son service Mechanical Turk. Une autre entreprise, Sama, spécialisée dans l'annotation de données, a été l'une des premières structures à formaliser cette approche dans les pays du Sud global. «C'étaient des formes de tra-

vail plutôt confidentielles, jusqu'à l'essor du deep learning [apprentissage profond, ndlr] en 2012», explique Paola Tubaro, directrice de recherche au Centre national français de la recherche scientifique (CNRS). Avec l'avènement de l'intelligence artificielle générative, la nature des tâches les plus demandées a changé, précise la chercheuse. «Dorénavant, ces petites mains travaillent à la création et à la vérification de prompts pour les LLM», ajoute Paola Tubaro.

Un clic sur LinkedIn

Pour la plupart des candidats, tout commence par un message reçu sur le réseau social LinkedIn. Les annonces ciblent les étudiants suisses pour des tâches d'étiquetage de données, de relecture ou d'évaluation de réponses générées par des modèles d'IA. Les profils recherchés sont souvent bilingues, jeunes, connectés.

Un simple clic mène à un formulaire où l'on renseigne son nom, son prénom et son adresse e-mail. Très rapidement, les candidats sont invités à passer un test destiné à évaluer leurs compétences. C'est ce qui est arrivé à Maude*, qui s'est tournée vers ce type d'entreprise après avoir perdu son emploi. Mais une fois embarqué, aucun contrat de travail écrit en bonne et due forme, aucun versement AVS. Les utilisateurs sont «libres»... mais surtout isolés.

Un bilan en demi-teinte

Première limitation, tous les témoignages recueillis convergent sur ce point: ce travail ne peut être qu'un appoint. «Il ne faut pas voir ça comme un vrai métier, c'est du complément de revenu», confie Florian, lui aussi étudiant. Et pour cause: la charge de travail varie fortement. Certaines semaines, les missions sont nombreuses et bien rémunérées. D'autres, le compte reste désespérément vide. Pour accéder à chaque nouveau projet, il faut passer des formations non payées – parfois longues – et réussir un test d'entrée. Si celui-ci échoue, aucun centime ne sera versé, malgré le temps investi. Sollicitée, l'entreprise nous confirme que les contributeurs sont rémuné-



En Suisse, des étudiants sont recrutés par des plateformes étrangères pour entraîner les systèmes d'IA. (ISTOCKPHOTO/GETTY IMAGES)

rés à la tâche, «leurs revenus peuvent varier en fonction de leur rapidité».

«On te promet une formation rémunérée, mais je n'ai jamais rien reçu pour ces heures», regrette Maude. Le travail sur ces plateformes repose donc sur un enchaînement de micro-tâches appelées *tasks*. Pour espérer rentabiliser le temps investi dans cette première étape, il faut compléter les missions sans interruption. «Si l'on s'arrête trop longtemps, on risque d'être exclu, ce qui signifie devoir suivre à nouveau une formation», explique Florian.

La nature des tâches attribuées et leur complexité varient fortement d'une entreprise à l'autre, mais selon les témoignages recueillis, les missions demeurent simples et «n'importe qui peut les accomplir», relate Florian. Ce constat apparaît d'autant plus surprenant qu'Outlier vante sur son site internet le travail de «ses experts» avec comme slogan: «Utilisez votre génie pour entraîner l'IA».

Une question s'impose alors: pour quoi venir chercher en Suisse des

profils spécifiques? Paola Tubaro apporte des éléments de réponse. Selon elle, recruter de jeunes Suisses bien formés pour des tâches simples pourrait servir de message aux investisseurs: «Regardez, nous

«Il ne faut pas voir ça comme un vrai métier, c'est du complément de revenu»

FLORIAN, ÉTUDIANT

travaillons avec des talents suisses spécialisés.» La chercheuse insiste toutefois sur le fait qu'«il s'agit pour l'instant d'une hypothèse, parce que le phénomène [le fait d'employer des personnes bien formées en Europe, ndlr] est très récent». Elle ajoute que pour améliorer les réponses des LLM sur des sujets pointus comme la médecine, les entreprises d'IA privilégient en réa-

lité «des boîtes spécialisées sous leur contrôle plutôt que des plateformes relativement ouvertes comme Outlier».

Quid du statut de ces travailleurs?

La nature du lien unissant Outlier à ses indépendants relève-t-elle du contrat de travail? Pour Rémy Wyler, avocat et professeur de droit du travail à l'Université de Lausanne, la réponse ne nécessite pas de nouvelles définitions: les critères classiques du droit suisse suffisent. Un contrat de travail est reconnu en droit suisse lorsque quatre conditions sont réunies: la fourniture d'une prestation, une certaine durée dans l'exécution du travail, une rémunération, ainsi qu'un lien de subordination entre les parties. «Dans ce cas, si l'entreprise formule des instructions contraignantes quant à la manière d'exécuter la prestation, il existe vraisemblablement un rapport de subordination, de sorte que l'existence d'un contrat de travail au sens du droit suisse serait reconnue», cadre le spécialiste. Et lors-

qu'un contrat de travail est établi, «certaines obligations de protection sociale en découlent», rappelle l'avocat. L'émergence des plateformes numériques comme Outlier, ajoute-t-il, «ne doit pas servir de prétexte à déconstruire la protection sociale des travailleurs, bâtie au fil de décennies en Suisse».

Outlier repose sur une opacité que tous les témoignages soulignent. Aucun interlocuteur humain. Aucun encadrement clair. Tout passe par la plateforme ou parfois par un forum. Malgré une apparente liberté, certaines règles strictes sont appliquées. La moindre entorse, comme une connexion depuis l'étranger pendant un voyage, peut entraîner un bannissement définitif, sans possibilité de recours. Outlier dit imposer ces restrictions géographiques pour respecter les exigences linguistiques et culturelles spécifiques à certains projets de ses clients. C'est ce qu'a vécu Alexandre, qui affirme avoir simplement ouvert son compte depuis le Brésil avant d'être exclu de la plateforme. «Ils promettent de la flexibilité, mais il faut leur rendre des comptes dès qu'on part en vacances», déplore-t-il. Sur le plan juridique, «ce cas pourrait être assimilé à un licenciement avec effet immédiat injustifié, qui serait alors traité comme tel dans le cadre d'un contrat de travail», explique Rémy Wyler.

Ce modèle repose sur une gestion algorithmique du travail. Les tâches sont attribuées automatiquement, sans réelle possibilité de les choisir ni de connaître leur origine. Si Outlier revendique plus de 100 000 «experts» à travers le monde, il est impossible de savoir combien de personnes travaillent en Suisse. Sollicitée, l'entreprise Scale AI, maison mère d'Outlier, n'a pas souhaité faire de commentaires sur ce point précis. En juin dernier, Scale AI annonçait le licenciement de 14% de ses effectifs, rapportait Bloomberg. Le directeur général de Scale l'admettait dans un e-mail adressé à ses employés: «L'entreprise s'est développée trop rapidement.» ■

*Prénom d'emprunt

Die Stadt Luzern hält trotz Widerstand am Mindestlohn fest

Der Regierungsrat prüft ein Verbot auf kommunaler Ebene – auch der Nationalrat hat eine entsprechende Gesetzesänderung beschlossen

ERICH ASCHWANDEN

Die Stadt Luzern ist in den vergangenen Jahren Schritt für Schritt nach links gerückt. Aus der ehemaligen liberalen Hochburg ist eine Kommune geworden, die sich politisch an Städten wie Zürich, Bern und Basel orientiert, wo Links-Grün inzwischen fast durchregiert. Einen vorläufigen Höhepunkt setzte das Stadtparlament Mitte Juni. Es empfahl eine Initiative zur Annahme, die den Autoverkehr nicht nur aus der Altstadt, sondern auch aus weiten Teilen der Innenstadt verbannen will. Ein «schäbiger Gegenvorschlag der Stadtregierung» (Originalton Junge Grüne) hatte keine Chance.

Immerhin können die Luzerner Ende September an der Urne darüber entscheiden, ob sie wirklich sämtliche Parkplätze in vier Quartieren aufheben und den frei werdenden Strassenraum begrünen wollen. Nichts zu sagen haben die Bürger zu einem anderen Lieblingsprojekt von Rot-Grün, einem Mindestlohn auf dem Stadtgebiet. Im Mai dieses Jahres stimmte das Stadtparlament

nämlich einer Juso-Initiative zu, die die Einführung eines Mindestlohns von 22 Franken pro Stunde verlangt. Das Ergebnis war mit 24 zu 23 Stimmen denkbar knapp. Das neue Reglement kann ohne Volksabstimmung in Kraft treten, da kein Referendum zustande kam. Der Versuch einer Allianz aus bürgerlichen Parteien und Wirtschaftsverbänden, innerhalb von 60 Tagen die notwendigen 800 Unterschriften zu sammeln, scheiterte kläglich.

Motion eingereicht

Eigentlich könnte die Stadt Luzern den Mindestlohn auf den 1. Januar 2026 einführen und wäre damit Pionier in der Innerschweiz. Am 10. Juni hat die Stadtregierung denn auch das dafür notwendige Reglement veröffentlicht. Eine Woche später erlitt das Vorhaben jedoch einen ersten Rückschlag. Der Nationalrat beschloss nämlich mit 109 zu 76 Stimmen, dass die kommunalen und die kantonalen Löhne allgemein verbindlichen Gesamtarbeitsverträgen (GAV) unterstellt werden sollten.

Was sich technisch anhört, ist nichts anderes als eine Aushebelung der kantonalen Mindestlöhne per Gesetz. Bisher haben die fünf Kantone Basel-Stadt, Genf, Neuenburg, Jura und Tessin einen solchen eingeführt. Genf und Neuenburg haben Mindestlöhne beschlossen, die höher sind als die Mindestlöhne einzelner GAV. Im Vorfeld des Entscheids sprachen sich alle Kantone ausser Obwalden gegen die vom Nationalrat beschlossene Gesetzesänderung aus. Sie wollen sich diese Kompetenz nicht wegnehmen lassen. Auch der Bundesrat wehrte sich erfolglos gegen das Vorhaben des Nationalrats.

Anfang Juli gab es den zweiten Rückschlag. Nicht nur im Nationalrat, sondern auch im Luzerner Kantonsparlament wollen bürgerliche Politiker die Einführung von Mindestlöhnen verhindern. Dort haben dem Gewerbe nahestehende Vertreter eine Motion eingereicht. Sie fordern, dass es Gemeinden nicht mehr erlaubt sein soll, auf ihrem Gebiet einen Mindestlohn einzuführen. In ihrer Antwort bekundet die Kantonsregierung unverhohlen ihre Sympathie

für diese Verhinderungstaktik. Sie erachtet «die Festsetzung eines Mindestlohnes auf kommunaler Ebene grundsätzlich als nicht zielführend». Sie will daher ein entsprechendes Verbot prüfen. Maliziös verweist der Regierungsrat auf die Luzerner Stadtregierung. Diese hatte die Juso-Initiative nämlich zur Ablehnung empfohlen und in ihrer Stellungnahme geschrieben, ein lokal verordneter Mindestlohn stelle einen unverhältnismässigen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit dar.

Bis vor Bundesgericht

Die klare Positionierung des Kantons löste bei den Linken einen Proteststurm aus. «Den rund 3000 Betroffenen droht bei einem Mindestlohnverbot eine staatlich verordnete Lohnsenkung», erklärte der SP-Kantonsrat und Gewerkschafter Marcel Budmiger. Die «Wochenzeitung» titelte: «Rechte drehen durch – Luzerner Regierung will die Stadt vogten».

Letztlich entscheidet nicht allein die Politik, ob die Stadt Luzern tatsächlich einen Mindestlohn einführen darf, son-

dern auch das Bundesgericht. Wie in der Stadt Luzern hat auch das Stimmvolk in den Städten Zürich und Winterthur einen kommunalen Mindestlohn angenommen. Eine dagegen erhobene Beschwerde wurde jedoch vom Verwaltungsgericht Zürich gutgeheissen. Beide Städte haben beim Bundesgericht Beschwerde eingereicht. Nun muss das oberste Gericht entscheiden, ob Mindestlöhne auf kommunaler Ebene zulässig sind.

Trotz grossen Unsicherheiten will die Stadt Luzern an ihrem Fahrplan festhalten. «Die derzeitige Planung zur Einführung eines Mindestlohns behält ihre Gültigkeit», erklärte Max Bühler vom Stab der Sozial- und Sicherheitsdirektion der «Luzerner Zeitung». Sobald sich die rechtlichen Vorgaben auf übergeordneter Ebene konkretisieren würden, werde die Stadtregierung «deren Auswirkungen auf die städtische Regelung sorgfältig prüfen und das weitere Vorgehen entsprechend festlegen». Mit anderen Worten: Die Luzerner Politik schaut gebannt darauf, was in Bern und Lausanne passiert.

Wann kollabiert das deutsche Rentensystem?

Die Warnungen sind drastisch – ohne sofortige Reformen steuert Deutschland auf einen Zusammenbruch der Rentenkasse zu

JOHANNES C. BOCKENHEIMER, BERLIN

Sommerloch – so nennen Journalisten die Wochen, in denen das Parlament pausiert und Spitzenpolitiker fernab des Berliner Regierungsviertels verweilen. Häufig füllen in dieser Zeit kuriose Tiergeschichten die Schlagzeilen: In der Vergangenheit war das etwa eine entlaufene Kuh namens Yvonne, ein Kaiman in rheinländischen Badeseen oder das Känguru Skippy im Sauerland.

In diesem Jahr aber sorgt kein Tier für Gesprächsstoff. Stattdessen beschäftigt eine überaus ernste Debatte die Republik, die weit über die Sommermonate hinausreicht: jene über die Zukunft des Rentensystems.

Losgetreten hat die Diskussion die Wirtschaftsministerin Katherina Reiche. «Die Lebensarbeitszeit muss steigen», hatte die CDU-Politikerin in einem Interview mit der «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» gesagt. Es könne auf Dauer nicht gutgehen, wenn die Bürger nur zwei Drittel ihres Erwachsenenlebens arbeiteten und ein Drittel in Rente verbrächten.

Die Wortmeldung der Ministerin sorgte bereits kurz nach der Veröffentlichung für Ärger – nicht zuletzt beim sozialdemokratischen Koalitionspartner. In den Koalitionsverhandlungen sei sehr klar besprochen worden, dass es keine Erhöhung des Renteneintrittsalters geben werde, wies der Vizekanzler und SPD-Chef Lars Klingbeil seine Kabinettskollegin zurecht. Es helfe nicht, wenn es Rufe «von der Seitenlinie» gebe.

Selbst aus den Reihen ihrer eigenen Partei konnte Reiche nicht auf Unterstützung für ihre Forderung hoffen. Bundeskanzler Friedrich Merz hat die Äusserung seiner Parteikollegin bislang mit eisigem Schweigen bedacht. Eine Debatte über die Zukunft des Rentensystems, so scheint es, will der deutsche Regierungschef um jeden Preis vermeiden.

System in Schieflage

Dabei gäbe es viel zu besprechen. Davon jedenfalls sind Experten überzeugt. «Ohne Reformen gerät unser Rentensystem in Schieflage – die Frage ist nicht, ob, sondern wann», mahnt Martin Werding. Für den Ökonomen von der Ruhr-Universität Bochum hat der Zerfallsprozess längst begonnen. Denn schon heute liege die Abgabenquote für die Sozialsysteme bei 42 Prozent. «Das ist kritisch,



Das gesetzliche deutsche Altersvorsorgesystem steht auf wackligen Beinen.

THOMAS TRUTSCHEL / PHOTOTHEK / IMAGO

denn die 40-Prozent-Marke ist ein Kippunkt, an dem das System instabil wird.»

Der Ökonom, der als Wirtschaftsweiser auch die Bundesregierung berät, erinnert an die 1990er Jahre: Auch damals habe die Abgabenquote bereits jenseits dieser Schwelle gelegen – und schwere Folgen für die Wertschöpfung im Land gehabt. «Die hohen Lohnkosten verschärften damals die Massenarbeitslosigkeit. Erst durch Reformen und sinkende Abgaben konnte das System gerettet werden», sagt Werding.

Diesmal aber sei die Lage dramatisch anders. «Damals lag die hohe Belastung an der Massenarbeitslosigkeit – ein Problem, das sich lösen liess.» Heute hingegen rolle eine demografische Welle auf das Land zu: Die geburtenstarken Jahrgänge gehen in Rente, gleichzeitig gibt es immer weniger junge Menschen, die für sie zahlen müssen.

Auch der Ökonom Bernd Raffelhüschen ist deshalb überzeugt: «Dies ist die letzte Bundesregierung, die unser Rentensystem noch retten kann.» Werde in

den kommenden vier Jahren nichts getan, würden die politischen Hebel ihre Wirkung verlieren. Ab Mitte der 2030er Jahre, so der Freiburger Wissenschaftler, seien Massnahmen wie eine Anhebung des Rentenalters kaum mehr wirksam. Dann bleibe nur noch ein Reagieren von Jahr zu Jahr – ein Flickenteppich aus Notmassnahmen und Kürzungen.

Altersvorsorge auf Kredit

Schon heute finanziert Deutschland seine Rente zumindest teilweise auf Kredit. Der Staat verschuldet sich immer stärker, um laufende Ausgaben zu decken. «Das funktioniert, solange Deutschland Vertrauen auf den Finanzmärkten geniesst», sagt Raffelhüschen. Doch sollte dieses Vertrauen schwinden, drohen harte Sparmassnahmen oder eine Geldpolitik, die die Inflation anheizt. Am Ende, so der Ökonom, «zahlen die Bürger die Zeche».

Werding ergänzt, dass die Beitragsätze in der Rentenversicherung in den

kommenden Jahren unweigerlich steigen werden – von derzeit knapp 19 Prozent auf 20 Prozent bis 2028, weil die Rücklagen der Rentenkasse erschöpft sind. Hinzu kommt: Auch in den anderen Sozialkassen, der Kranken- und der Pflegekasse, klaffen riesige Finanzlücken. «Wir sprechen also von einer Zukunft, in der für jeden verdienten Euro 50 Cent in die Sozialkassen wandern werden. Bis 2080 könnten es sogar knapp 60 Cent werden.»

Ein Szenario, das nicht nur die Wirtschaft, sondern auch den gesellschaftlichen Zusammenhalt bedroht, glaubt Raffelhüschen. «Wenn die Menschen mehr als die Hälfte ihres Einkommens für Steuern und Abgaben abgeben müssen, gerät der Generationenvertrag ins Wanken», mahnt er. Besonders die junge Generation könnte sich vom System abwenden.

Leider finde aber eine ernsthafte Debatte über notwendige Reformen nicht statt, bedauert Werding. Im Gegenteil, «die Rentenpolitik der Bun-

desregierung ist schizophren»: Einerseits würden Gesetzentwürfe beschlossen, die alles noch teurer machten – zum Beispiel die sogenannte Haltelinie, die das Rentenniveau stabilisiert, oder die Mütterrente. «Andererseits reden Regierungsmitglieder von notwendigen Reformen. Das passt nicht zusammen.»

Ruhestand mit 70?

Was aber tun gegen den Kollaps des Systems? Einig sind sich die Ökonomen, dass die Wirtschaftsministerin Reiche mit ihrer Forderung nach längeren Lebensarbeitszeiten recht hat.

«Wir müssen das Rentenalter schnell auf siebzig anheben, um die geburtenstarken Jahrgänge länger im Arbeitsleben zu halten», sagt Raffelhüschen. Andererseits müssten aber auch die Arbeitnehmer entlastet werden: Die Beitragssätze dürften nicht weiter steigen; stattdessen müssten die Leistungen an das Machbare angepasst werden. Heisst also: Auch die Rentner sollten sich auf Kürzungen einstellen.

Werding warnt allerdings davor, dass der demografgerechte Umbau des gesetzlichen Rentensystems schwierig werden dürfte. «Dafür gibt es innerhalb eines reinen Umlagesystems keine passende Stellschraube.» Er plädiert deshalb dafür, umzusteuern auf mehr ergänzende Kapitaldeckung – etwa durch mehr betriebliche oder private Vorsorge, die verbindlicher werden muss als bisher.

Doch die Zeit drängt, wie Werding eindringlich mahnt: «Ergänzende Vorsorge braucht eine Ansparphase, die fliegt nicht ab sofort. Volle Effekte hat sie erst, wenn eine Erwerbstätigen-Generation vierzig Jahre lang vorsorgt.» Weitere vier Jahre zu verlieren, wäre fatal. «Jedes Jahr Stillstand macht die Rettung teurer und schwieriger.»

Die Hoffnung vieler Politiker auf Wirtschaftswachstum als Rettungsanker weist Werding indes als Illusion zurück: «Wenn die Lohnnebenkosten durch explodierende Sozialabgaben immer weiter steigen, wird Arbeit so teuer, dass Unternehmen weniger Leute einstellen.» Weniger Beschäftigte bedeuteten deshalb weniger Beitragszahler – und das verstärkte die finanzielle Anspannung noch.

Die Sommerpause mag zu Ende gehen, die Debatte um die Rente aber wird bleiben. Die Frage ist nur, ob die Politiker den Mut aufbringen, die unbequemen Wahrheiten anzusprechen – bevor es zu spät ist.

La dette émergente, grande gagnante du premier semestre



lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-dette-emergente-grande-gagnante-du-premier-semester-2180009

Louis Anciaux

August 4, 2025



Publié le 4 août 2025 à 10:30 Mis à jour le 4 août 2025 à 16:34

C'est un record historique. Le marché des dettes émergentes a dépassé les 8.000 milliards de dollars pour la première fois en avril. Cela représente quatre fois leur capitalisation en 2005, et 11 % du marché obligataire mondial.

Cette progression impressionnante témoigne de la confiance et de l'appétit nouveaux des investisseurs internationaux pour des dettes souveraines négligées ces deux dernières décennies. Le spread (écart de taux) entre les obligations des pays émergents et celles du Trésor américain n'est plus que de 4 points de pourcentage, son niveau le plus bas depuis 2007.

La fin du dollar fort

Ce retour en grâce des pays émergents a été avant tout permis par la fin du dollar fort depuis le début du mandat de [Donald Trump](#). Le marché des obligations émergentes avait ainsi sous-performé ces dernières années en raison d'un dollar trop fort qui pesait sur des dettes largement détenues en billets verts. L'Argentine, dont 50 à 60 % de la dette est historiquement libellée en dollars, a ainsi connu plusieurs moments difficiles ces dernières années lorsque son économie dévissait.

Cette dépréciation du dollar est même arrivée à point nommé pour des dettes émergentes qui commençaient à étouffer sous le coup des hausses de taux successives de la Réserve fédérale américaine depuis 2021.

Le Brésil était par exemple dans une situation budgétaire difficile en 2024 alors que les taux de la Fed oscillaient entre 4 et 5 %, ce qui créait une pression insoutenable sur sa dette extérieure et sur le real. Alors qu'un dollar équivalait à 6,73 reals fin décembre 2024, il n'en vaut cependant plus que 5,60 aujourd'hui. Le Brésil a ainsi pu se permettre de réaliser deux émissions d'obligations souveraines en février et en juin 2025 pour un montant total de 5 milliards de dollars.

Le retour des monnaies nationales

Les pays émergents, en particulier en Amérique du Sud, ont également profité de la [dépréciation du dollar](#) pour recommencer à émettre de la dette en monnaie nationale. La part de ces émissions « nationales » a ainsi crû de 19 % au premier semestre.

Les rendements élevés de ces émissions en monnaie nationale suscitent un grand intérêt chez les investisseurs internationaux, et ce d'autant plus que le risque de défaut de la grande majorité des émetteurs s'est réduit. Les analystes marchés émergents de JP Morgan relevaient ainsi dans une note de juin qu'en dix ans la volatilité moyenne des émissions souveraines d'Amérique latine en monnaie locale était passée de 13,84 % à 8,40 % mais que le rendement moyen avait progressé de 6,56 à 6,90 %.

Des efforts récompensés

Les obligations émergentes ont également su reconquérir la confiance des marchés au travers de réformes structurelles qui ont porté leurs fruits. Les stratèges d'Allianz rapportent que la note d'environ 70 % des dettes émergentes a été revue à la hausse depuis 2020.

Plusieurs pays ont ainsi pu revenir sur le marché obligataire. [Javier Milei](#) a imposé une série de réformes difficiles à l'Argentine mais le pays a pu réaliser en juin [sa première émission de dette en sept ans](#), relativement bien accueillie par les investisseurs internationaux. Idem pour l'Egypte, qui a pu émettre 2,2 milliards en obligations souveraines en mai après un accord de politique générale avec le FMI.

Quinze jours pour sauver un traité mondial sur le plastique

Négociations Cent quatre-vingts pays tentent de s'accorder sur un texte ambitieux pour offrir une solution globale face à la pollution des océans. Face aux Nations Unies, une sculpture de déchets rappelle l'urgence. Les discussions, complexes, dureront jusqu'au 15 août.

Pierre-Alexandre Sallier

Elles démarrent ce mardi matin au Palais des Nations à Genève. Ce sont les négociations de la dernière chance pour mettre au point un traité visant à s'attaquer à la pollution plastique. Non plus pays par pays. Mais à une échelle mondiale – la seule qui compte pour les océans.

Les chances restent minces d'obtenir un accord par consensus entre 180 pays, de la Suisse à une puissance de la pétrochimie comme l'Arabie saoudite. À moins que la complexité de la négociation – plus de 300 points à régler dans un projet de traité, d'ici au 15 août – ne laisse apparaître une porte de sortie.

«Toxic Inaction»

«Il est très possible de quitter Genève avec un traité», voulait croire la semaine dernière la Danoise Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE, l'agence des Nations Unies pour l'environnement, qui



Des centaines de manifestants ont répondu à l'appel des associations.

pilote les négociations depuis plus de trois ans.

Les chiffres sont connus. En 2020, la planète a utilisé 460 millions de tonnes de plastique, alors que la consommation ne dépassait pas les 2 millions de tonnes au début des années 50. À ce rythme,

les projections dessinent des besoins de 1,2 milliard de tonnes en 2060 – dont les huit dixièmes finiront dans des décharges ou directement dans la nature avant de se décomposer en fines particules.

Un traité est donc en discussion depuis trois ans. Mais quel

traité exactement? Peut-être pas celui en faveur duquel se sont mobilisées plusieurs centaines de militants ce lundi sur la place des Nations autour de la sculpture de 6 mètres de haut baptisée «Toxic Inaction». Elle concurrencera jusqu'à la fin de la conférence à une «Broken Chair» installée en 1997, à l'occasion de la négociation d'un autre accord – contre les mines antipersonnel.

Dans le vif dès mardi

Les négociations entreront dans le cœur du sujet dès ce mardi, au sein de groupes de pays se répartissant les différents articles du projet d'accord. Les résultats de ces discussions seront rassemblés avant la fin de semaine, lors d'une première séance plénière. «Nous comptons sur la Suisse, pays hôte des négociations, pour maintenir fermement l'ambition de ce futur traité international, qui serait voué à l'échec sans objectif mondial de réduction de la production de plastique», martèle Joëlle

Hérin, experte en économie circulaire chez Greenpeace Suisse.

Ce nouveau round de tractations intergouvernementales a été ajouté après l'échec de celles menées en décembre 2024 à Busan. Depuis, les choses ont bougé. À Nice, en juin dernier, lors de la conférence onusienne sur les océans, près d'une centaine de pays se sont engagés à n'accepter qu'un traité «ambitieux», incluant un objectif de réduction de la production et de la consommation de plastiques. Une obligation dont des pays comme l'Arabie saoudite, l'Iran ou la Russie ne veulent pas entendre parler.

Interventions artistiques

Le totem de ces deux semaines de négociations aura la forme d'une gigantesque réinterprétation du «Penseur» de Rodin, enseveli sous les déchets plastique jusqu'à la fin des négociations. «Le but n'est pas de faire pression sur les négociateurs, mais de leur rappeler pourquoi ils se réunissent encore ici»,

justifie Benjamin Von Wong, au pied de son installation. L'artiste canadien y a rajouté ce lundi, «un peu comme dans une danse», un filet de pêche, un pneu, quelques jouets, davantage de bouteilles, des gonflables.

«Bien sûr que les divisions seront extrêmes dans les salles de conférences – à commencer par celles sur la limitation de la production», rappelle celui qui avait déjà signé le gigantesque robinet à plastique qui accueillait les discussions de Nairobi ou d'Ottawa. «Pourtant, nombre de points du projet de traité – notamment sur la toxicité, les composants chimiques, la fin de vie des plastiques – montrent que l'être humain reste au cœur de ces discussions», ajoute l'artiste. Avant de marteler: «Dans ces négociations, qui traitent de la santé des générations futures, de la préservation de leur environnement, en réalité tous les pays sont du même côté.»

Extrawurst mit Kröten

Der Bundesrat tut sich schwer mit den Nachteilen der EU-Verträge

FABIAN SCHÄFER

So zynisch es klingen mag: Falls die Schweiz den neuen Abkommen mit der Europäischen Union zustimmen sollte, dann vielleicht wegen Donald Trump. Der US-Präsident führt gerade vor, was es bedeutet, wenn eine Grossmacht mit einem Kleinstaat umspringt, wie es ihr gefällt, wenn keine verbindlichen Regeln gelten, sondern nur das Recht des Stärkeren.

Aber die Befürworter der bilateralen Verträge mit der EU setzen in ihrer neuen Kampagne nicht auf Trump, sondern auf die Wurst. Genauer gesagt: auf die Nationalwurst. Mit einem wunderschön gebräutelten Cervelat machen sie Werbung für ihre Sache. Beim Anblick der Wurst auf der Startseite von «Stark und vernetzt», einer Allianz von Wirtschaftsverbänden, Firmen und Parteien, läuft einem sofort das Wasser im Mund zusammen. Etwas länger dauert es, bis sich die Botschaft erschliesst. Mit dem europapolitischen Durchwursteln der Schweiz hat es nichts zu tun. Nein: Eine «Extrawurst für die Schweiz» – genau dies sei der bilaterale Weg für das kleine Land.

Ob das reicht, um positive Lagerfeuerstimmung zu entfachen? Der Griff ins Fleischregal sagt einiges darüber aus, wie die Schweiz über ihr Verhältnis zur EU diskutiert. Die Gegner der bilateralen Abkommen haben, was dem Pro-Lager mit seinen oftmals kopflastigen Argumenten fehlt: einfache Botschaften, klare Bilder, eine eingängige Erzählung. National schlägt rational. Mit dem Cervelat möchten die Befürworter auch einmal den Bauch ansprechen.

Die Europadebatte ist gehaltvoller geworden, seit der Bundesrat Mitte Juni die neuen Abkommen publiziert hat. Eine Zwischenbilanz erlaubt erste Rückschlüsse. Im Vergleich zum Rahmenabkommen, das vor vier Jahren gescheitert ist, verläuft der jetzige Prozess unter der Ägide des Aussenministers Ignazio Cassis nach wie vor weitgehend fahrplanmässig – was bei diesem dauerexplosiven Thema bereits eine beachtliche Leistung ist. Grössere Pannen sind ausgeblieben, Querschüsse und Indiskretionen aus dem Bundesrat ebenfalls.

Überraschungsfreie SVP

An den Reaktionen war höchstens etwas erstaunlich: wie rasch sich mehrere grosse Wirtschaftsverbände zu den Abkommen bekannten, nachdem sie einen klaren Positionsbezug lange vermieden hatten. Auch sonst haben sich die Fronten weiter geklärt. Die Linke will die Verträge praktisch geschlossen unterstützen –



Aussenpolitisch ist die Einigung gelungen, aber innenpolitisch? Bundesrat Cassis mit EU-Kommissar Sefcovic.

OLIVIER MATTHYS / EPA

abgesehen vom Stromabkommen, das in der SP einen giftigen Streit ausgelöst hat. FDP und Mitte hingegen sind weiterhin gespalten, versuchen aber, ihren Disput in Anstand auszutragen. Wie sich die Bauern und das Gewerbe positionieren, bleibt spannend bis zuletzt.

Definitiv überraschungsfrei agiert die SVP: Sie setzt ihre Gegenkampagne fort und schreckt auch vor Falschaussagen nicht zurück. Dazu gehört das Gerede von der «automatischen» Rechtsübernahme, obwohl die Verträge sehr klar sind: Es gibt keinen Automatismus, ohne ausdrückliche Zustimmung der Schweiz in jedem einzelnen Fall wird gar nichts übernommen. Die Irreführung geht weit. In der SVP-Logik würde die Annahme der Verträge die direkte Demokratie «zerstören». In der Realität aber wäre es weiterhin möglich, mit einer Volksinitiative die Ablehnung einer Rechtsübernahme oder die Kündigung der Abkommen zu verlangen. Im Vergleich zur SVP ist das Pro-Lager bis jetzt zurückhaltender unterwegs, wenngleich auch manche Befürworter unliebsame Aspekte gern verschleiern oder verschweigen.

Beunruhigender ist das Verhalten des Bundesrats. Zuständig sind neben Aussenminister Cassis vor allem Beat Jans

und Guy Parmelin, der Migrations- und der Wirtschaftsminister. Sie sind wie Tag und Nacht: Der SVP-Mann Parmelin soll zwar loyal mitarbeiten, unterlässt aber jede klare Aussage für oder gegen die Verträge. Der Sozialdemokrat Jans hingegen sucht die Rolle des Vorkämpfers und agiert offensiver als der Freisinnige Cassis.

Nun ist aber der Bundesrat in seiner Kommunikation weniger frei als andere Akteure. Das Gesetz verpflichtet ihn zu vollständiger, sachlicher und transparenter Information. Bisher fällt es ihm jedoch spürbar schwer, die negativen Aspekte der Abkommen – die vielzitierten Kröten, die es naturgemäss in jedem Staatsvertrag gibt – klar und offen zu benennen. Dieser Eindruck hat sich seit der Publikation der Vertragstexte noch verfestigt.

Die magistrale Beschönigungsrhetorik zeigt sich am deutlichsten bei der Rechtsübernahme. Auch wenn diese nicht automatisch ablaufen wird, geht es um weit mehr als eine juristisch-technische Formalität. Die Veränderung ist handfest: Die Schweiz würde sich verpflichten, künftig in allen Bereichen, in denen sie Teil des europäischen Binnenmarkts ist, neues EU-Recht zu übernehmen, das sie heute noch nicht

kennt – von der Zuwanderung bis zum Strommarkt. Die Unterhändler haben wichtige Schranken und verbindliche Ausnahmen vereinbart, dennoch sollte man den Schritt nicht verniedlichen.

Warnschuss abgefeuert

Bundesrat Jans tut es trotzdem. «Wir können immer Nein sagen», beschwichtigt er. Tatsächlich kann die Schweiz neues EU-Recht im Prinzip weiterhin ablehnen, auch das Referendum bleibt möglich. Gleichzeitig ist aber klar, dass dies nur in absoluten Ausnahmefällen eine Option sein kann. Der Zürcher Rechtsprofessor Matthias Oesch – beileibe kein Gegner der Abkommen – hat es im Interview mit der NZZ klar formuliert: «Eine dauerhafte Nichtübernahme wird nur ganz ausnahmsweise opportun sein, und sie wird einen Preis haben. Die EU könnte in solchen Fällen Ausgleichsmassnahmen ergreifen, die schmerzen.» Mit anderen Worten: Wer – frei nach Jans – die Möglichkeit haben will, «immer» Nein zu sagen, sollte sich nicht auf die dynamische Rechtsübernahme einlassen.

Auch das Aussendepartement von Ignazio Cassis neigt gelegentlich zur Verharmlosung. Vor wenigen Tagen hat

es in einer Stellungnahme festgehalten, die dynamische Rechtsübernahme sei «im Interesse der Schweiz». Tatsächlich? Vor nicht allzu langer Zeit tönnte das anders. Als der Bundesrat 2021 den Rahmenvertrag versenkte, zog er in einem Bericht Bilanz. Daraus geht in erfrischender Offenheit hervor, dass es sich bei der Rechtsübernahme und der Streitbeilegung, die beide schon damals geplant waren, um «souveränitätspolitische Konzessionen» der Schweiz handelt. Heute fehlt diese Klarheit.

Stattdessen fällt vor allem der begeisterte Europäer im Bundesrat, der Basler Beat Jans, mit PR-Rhetorik auf. Mitte Juni hat er die neuen Abkommen im «Sonntags-Blick» mit dem mythischen Rüttelschwur verglichen: «ein gegenseitiges Versprechen in schwierigen Zeiten – mit Partnern, die gemeinsam vorwärtsgehen wollen». Offenbar glaubte Jans, der Vergleich sei überzeugend.

Zumindest einer scheint sich darüber gefreut zu haben: der deutsche EU-Parlamentarier Andreas Schwab. Wenige Tage nach Erscheinen des Interviews hat er dem Konstanzer «Südkurier» anvertraut, Jans sei der einzige Bundesrat, der sich für die Abkommen ins Zeug lege. Die anderen Bundesräte hätten «die Hosen voll». Der «Blick» nahm die Aussage auf – und die Empörung ihren Lauf. Schwab sieht sich als Freund der Schweiz. Offenbar glaubte er, seine Aussage sei hilfreich.

Der Bundesrat bewegt sich auf einem schmalen Grat. Während die EU-Vertreter gerne sähen, wie er für die Verträge weibelt, steht er im Inland unter genauer Beobachtung. Und dies nicht nur von der SVP: Ende Juli hat der Mitte-Ständerat Stefan Engler, ein freundlicher und bedächtiger Mann, einen Warnschuss abgefeuert. In einer Kolumne warf er Jans und Cassis vor, «Propaganda» zu betreiben. Bezeichnenderweise nahm er sich die Freiheit heraus, in demselben Text, in dem er die beiden Bundesräte wegen Unsachlichkeit rüffelt, die Rechtsübernahme als «automatisch» zu bezeichnen.

Die Debatte wird weiter Fahrt aufnehmen, die Irreführung wohl ebenfalls. Den kleinsten Spielraum hat der Bundesrat. Er darf zwar die «Extrawurst» anpreisen und die Vorteile loben, die die neuen Verträge mit sich bringen, gerade auch im Vergleich mit dem Rahmenvertrag und dem EWR. Aber er müsste auch die Nachteile als das bezeichnen, was sie sind. Kulinarisch formuliert: Zusätzlich zu den Cervelats sollte er reinen Wein auftischen. Denn nüchtern wird diese Diskussion sowieso nicht ablaufen. Und Trump allein wird den Verträgen nicht zum Durchbruch verhelfen.